

Alexis Tsipras en échec dans sa tentative de social-démocratie

<https://consortiumnews.com/2018/12/10/alexis-tsipras-failed-attempt-at-democratic-socialism/>

Le premier ministre qui a raté son bluff avec les créanciers internationaux en 2015 est en train de prendre une autre posture radicale en mettant les assassins en vacances, écrit John Kiriakou.

Tsipras a trahi le Peuple Grec



Par John Kiriakou ,
Le 10 décembre 2018

Exclusivité Consortium News

Le mot grec "syriza" signifie radical ou venant de la base . Mais cela ne décrit pas l'homme qui dirige Syriza, le parti du même nom au pouvoir en Grèce.

Le Premier ministre Alexis Tsipras a mal géré l'impasse dramatique avec l'UE et les créanciers internationaux il y a trois ans. Il s'immisce maintenant dans les lois antiterroristes du pays concernant l'Organisation révolutionnaire du 17 novembre, un groupe d'extrême gauche formé en 1975 qui a perpétré de nombreux assassinats.

Je ne suis pas impartial sur cette question. J'ai été officier de la CIA à Athènes de 1998 à 2000, travaillant contre le 17 novembre, qui a tué 23 personnes, dont des diplomates étrangers, l'éditeur grec d'un journal de droite, un député, un chef de département de la CIA à Athènes, deux attachés militaires américains et un sergent de l'US Air Force.

Le Premier ministre Alexis Tsipras a mal géré l'impasse dramatique avec l'UE et les créanciers internationaux il y a trois ans. Il s'ingère maintenant dans les lois antiterroristes du pays concernant l'Organisation révolutionnaire du 17 novembre, un groupe d'extrême gauche formé en 1975 qui a perpétré de nombreux assassinats.

J'ai quitté la Grèce de façon brutale en août 2000 après l'assassinat par l'Organisation 17 novembre de mon voisin, Stephen Saunders, Attaché Militaire Britannique. Dans un communiqué publié par la suite, le groupe a précisé qu'ils avaient décidé de me tuer ce matin-là, mais ils ont vu que je conduisais un véhicule blindé et ils savaient que j'étais armé. J'ai été évacué deux heures après la publication du communiqué.



"La marche anti-impérialiste du 23 mai vers l'Ambassade d'Allemagne"
"Celui qui a peur est déjà mort." (John Kiriakou)

En vertu des réformes de Tsipras, tout prisonnier qui souffre de handicaps physiques importants et qui purge une peine d'emprisonnement à perpétuité peut être libéré sans condition. Cette loi ne concerne qu'une seule personne, Savvas Xiros, l'assassin de l'Organisation 17 novembre blessé par l'explosion de la bombe qu'il plaçait pour tuer un armateur dans le Port du Pirée. Xiros a perdu ses mains et un œil. Il pensait mourir de ses blessures, alors il a tout avoué à la police. Mais il a survécu. Pour le moment, il est toujours en prison.

Une autre disposition accordait une permission à tous les terroristes appartenant à 17 Novembre condamnés à perpétuité pour meurtre, y compris au fondateur du groupe, Alexandros Yiotopoulos, et à ses deux assassins en chef, Christodoulos Xiros et Dimitris Koufondinas. Ils purgent tous des peines de plus de 1 600 ans chacun. Il y a deux ans, alors qu'il était en permission de deux semaines à l'occasion de Noël, Christodoulos Xiros s'est tout simplement enfui. Il a été arrêté un an plus tard. Mais au lieu d'être puni par une sentence plus longue, il va bénéficier d'une nouvelle permission à Noël.

La trahison de Tsipras

Après être devenu Premier ministre en janvier 2015, Tsipras, alors âgé de 44 ans, a presque immédiatement commencé à laisser entendre que la Grèce quitterait la zone euro et reviendrait à la drachme comme monnaie nationale, à moins que la "troïka malfaisante" - la Banque Centrale Européenne, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International - ne réduise ses exigences en matière de réduction des dépenses publiques, principalement en ce qui concerne les retraites.

Il a envoyé son ministre des Finances de l'époque, Giannis Varoufakis, qui travaille actuellement avec le sénateur Bernie Sanders afin de former un mouvement progressiste international, qui aille de Berlin à Londres pour soutenir la position grecque le plus fermement possible. Varoufakis a fait ce qu'on lui demandait. Il a clairement indiqué que Syriza était prête à quitter l'Union européenne et à ne pas honorer ses prêts pour protéger les citoyens grecs de la misère. Ses commentaires ont ébranlé les marchés de changes et affaibli l'euro face au dollar.



Tsipras : Promesses non respectées. (Wikimédia)

Dans le cadre de ces négociations difficiles aux enjeux élevés, la Grèce a fait défaut pendant 24 heures pour le paiement d'une échéance due à ses créanciers internationaux, ce qui a aggravé les tensions.

Tsipras a ensuite fait un coup médiatique tristement célèbre . Il a organisé un référendum national sur le retrait de la zone euro, tablant sur le fait qu'il était voué à l'échec. Il n'avait aucune intention d'abandonner l'euro et de revenir à la drachme. Mais les électeurs ont approuvé le référendum.

Varoufakis, qui est un ami personnel, m'a dit qu'il était avec le premier ministre le soir du référendum. Quand il fut clair que cela passerait, il précise que Tsipras le regarda et dit : "Merde. En fait on va gagner là dessus."

Tsipras a décidé d'ignorer les électeurs. Au lieu de tenir la promesse essentielle et originelle de son parti - résister aux demandes faites à la Grèce de coupes budgétaires massives et de licenciements dans le secteur public - Tsipras a capitulé.

Varoufakis Endosse la Responsabilité

Tsipras a aussi jeté Varoufakis aux loups. Varoufakis a été contraint de démissionner et le procureur en chef du pays a fini par l'inculper l'accusant de "saper la monnaie nationale" en affaiblissant l'euro par rapport au dollar avec sa menace de se retirer de la zone euro lors de réunions avec les Allemands.

Varoufakis a été inculpé de trahison et risque toujours d'être jugé, bien que cela prenne une bonne vingtaine d'années avant qu'il ne voit l'intérieur d'une salle d'audience. C'est le système judiciaire grec, les affaires de trahison y traînent généralement pendant des décennies avant de tourner court. La dernière condamnation pour trahison remonte aux années 1970, lorsque les dirigeants de la junte militaire de 1967-1974 ont été condamnés à la prison à vie. Ils y sont tous morts.

Au cours des années qui se sont écoulées depuis l'affrontement dramatique de la Grèce avec l'UE, le chômage est tombé de 30 % à 19 %. Le tourisme est en plein essor. Et le pays n'est plus au bord de l'insolvabilité. Mais tout cela n'a rien à voir avec le parti Syriza, son programme ou son chef. L'économie est en train de se redresser parce qu'elle a enfin trouvé un équilibre naturel, bien qu'à un niveau très inférieur à celui d'avant la crise, et cela, en dépit de la politique de Syriza.

Syriza est un parti relativement nouveau en Grèce, fondé en 2001 après que le parti socialiste PASOK se soit effondré sous le poids de sa propre corruption. Il est formé d'une coalition de rescapés du PASOK et de cinq petits partis Eurocommunistes. Sa plate-forme est tout à la fois socialiste et nationaliste : il s'agit de s'opposer aux politiques économiques néolibérales, protéger les travailleurs grecs, assainir l'environnement, pourvoir aux besoins des personnes âgées, entretenir de bonnes relations avec les voisins, s'opposer aux lois antiterroristes et accueillir les réfugiés.

Des actes capitalistes

Mais conformément aux conditions de renflouement posées par l'UE, Tsipras a fini par licencier des milliers de fonctionnaires, retirer 10 000 prêtres de la masse salariale du gouvernement et vendre des monopoles d'État à des investisseurs étrangers. Des milliers de Grecs ont soit perdu leur retraite, soit été privés d'une bonne partie de celle-ci. Pour la première fois depuis des générations, de nombreux Grecs ont eu faim et se sont retrouvés sans abri.

Rien de tout cela ne relève du socialisme. Il s'agit de capitalisme. Un dirigeant véritablement socialiste aurait augmenté les dépenses pour stimuler l'économie, tout en autorisant la propriété publique des industries clés. Il aurait augmenté les exportations des secteurs déjà socialisés, comme le ciment et la production d'huile d'olive.



La mine Skouries. (Wikimédia)

La mine Skouries exploitée par la Canadian Eldorado Gold Corporation dans le nord de la Grèce est un autre des échecs cuisant de Tsipras. La Grèce est un producteur d'or relativement important, mais l'exploitation d'Eldorado a provoqué d'importantes manifestations en faveur de la protection de l'approvisionnement local en eau. Dans le nord du pays, des graffitis résolument anti-Eldorado expriment en partie l'indignation locale. Au lieu de s'emparer de la mine, de la dépolluer et de vendre les droits miniers à un certain nombre de sociétés aurifères "vertes", Tsipras n'a rien fait. En conséquence, les mineurs ont fait grève l'an dernier et la compagnie a annoncé des mises à pied.

Dans la foulée de ces échecs, Tsipras a cherché des moyens de retrouver son statut de "socialiste démocrate", ce qui l'a conduit à sa débâcle actuelle.

Les prédécesseurs de Tsipras, les Premiers Ministres des partis conservateurs de la Nouvelle Démocratie mais aussi du PASOK socialiste, ont tous demandé l'aide des services de renseignements américains, britanniques et israéliens contre l' Organisation 17 novembre. Faisant fi de ce précédent, Tsipras a décidé d'affaiblir les lois antiterroristes du pays. Dans la mesure où nombre de ces lois étaient d'inspiration américaine, Tsipras a vu là un moyen de se démarquer des conservateurs grecs.

Je suis citoyen grec depuis 2008. Le gouvernement Tsipras m'a engagé pour l'aider à rédiger une nouvelle loi sur la protection des lanceurs d'alerte, promulguée en avril. Mais Tsipras a tourné le dos au socialisme démocratique. Il a tourné le dos aux pauvres, aux personnes âgées, à l'environnement et même aux victimes du terrorisme et cela sans raison valable. Tsipras a fait reculer d'une génération son soi-disant socialisme démocratique.

John Kiriakou est un ancien agent antiterroriste de la CIA et un ancien enquêteur principal du Comité Sénatorial des Relations Etrangères. John est devenu le sixième lanceur d'alerte inculpé par le gouvernement Obama en vertu de la Loi sur l'Espionnage, une loi destinée à punir les espions. Il a passé 23 mois en prison pour avoir tenté de s'opposer au programme de torture de l'administration Bush.